



Situation et perspectives de l'économie mondiale 2009

L'instabilité financière menace les nouveaux membres de l'UE, alors que la récession s'étend de l'UE-15 à sa périphérie

(NATIONS UNIES, GENÈVE, 15 janvier) Alors que de nombreux pays d'Europe occidentale sont déjà en récession depuis l'année dernière, les économies de l'Europe centrale et orientale qui faisaient jusqu'ici preuve de dynamisme sont menacées en 2009 par leur exposition au resserrement mondial du crédit et au ralentissement économique, a annoncé l'ONU aujourd'hui.

La récente forte croissance dont ont bénéficié les douze nouveaux États membres de l'Union européenne était stimulée par la demande intérieure, mais rendue possible par des emprunts massifs à l'étranger. Ceci a conduit à de forts investissements dans des biens immobiliers surévalués et au surendettement du secteur bancaire et des entreprises privées hautement vulnérables au risque de change dans la mesure où un pourcentage non négligeable des emprunts était contracté en devises étrangères.

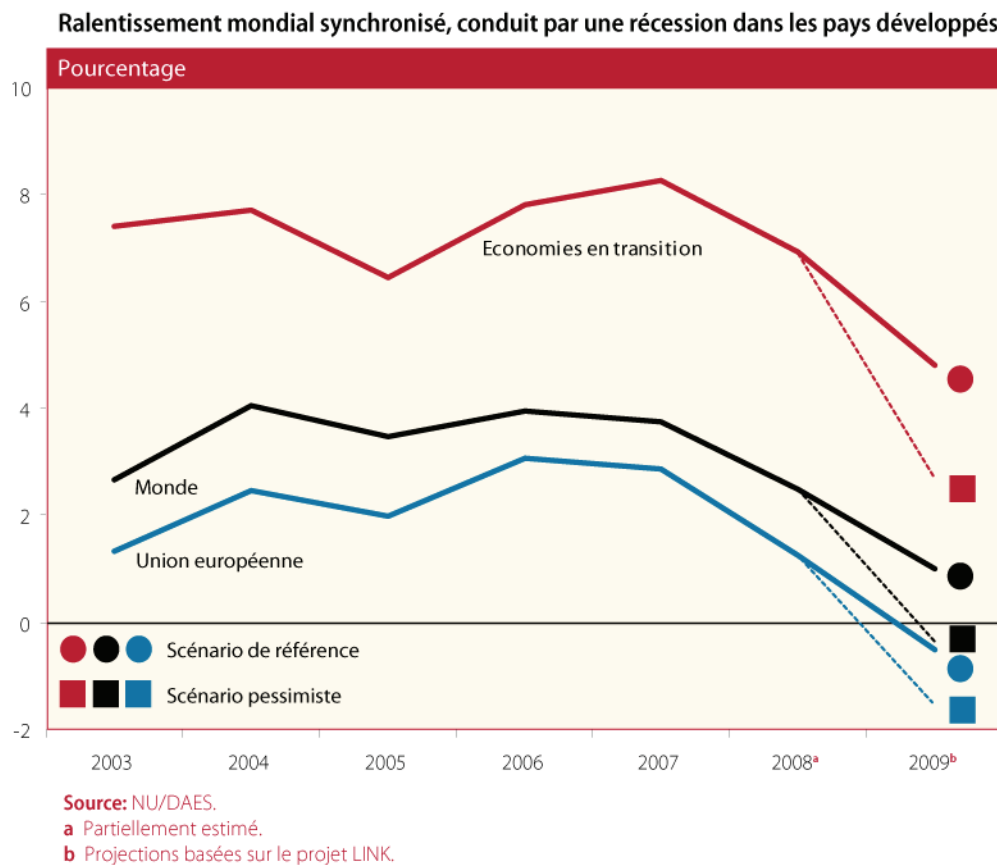
La contraction des marchés financiers mondiaux constitue désormais une sérieuse menace pour les économies des nouveaux membres de l'UE, d'après l'analyse régionale parue dans le rapport de l'ONU *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2009 (WESP 09)*, lancé aujourd'hui au Palais des Nations de Genève.

En Hongrie, un encours de dette excessif libellé en devises étrangères a amené le pays à solliciter l'aide de l'UE, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international. D'après une équipe d'économistes des Nations Unies, qui, il y a un an, avaient prévu que le ralentissement de l'activité aux États-Unis conduirait à la quasi-paralysie de l'économie mondiale ; le ralentissement mondial, un nouveau resserrement fiscal et des conditions de crédit plus sévères conduiront à une croissance négative en 2009.

D'autres pays, comme la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie, ont réussi à maintenir ou même accélérer des taux de croissance compris entre cinq et huit pour cent en 2008. Mais la croissance dans les États de la Baltique, avec des taux élevés d'environ huit pour cent en 2004-2007, était en chute libre en 2008. Les taux de croissance de l'Estonie et de la Lettonie sont entrés dans le rouge.

Les taux de croissance globaux du produit intérieur brut (PIB) des nouveaux membres de l'UE devraient atteindre une moyenne de 4,9 pour cent en 2008, en baisse par rapport aux 6,0 pour cent obtenus en 2007, et devraient continuer à diminuer jusqu'à 3,1 pour cent en 2009, d'après le scénario de référence du *WESP 09*.

Toutefois, si la contraction des marchés financiers mondiaux et la crise de confiance se poursuivent au-delà du milieu de 2009, les économistes de l'ONU préviennent que le ralentissement de la croissance de l'UE-12 pourrait connaître une nouvelle aggravation cette année. Le risque le plus sérieux auquel font face ces pays est « un ralentissement durable dans l'UE-15 ; pour les pays accusant d'importants déficits extérieurs et une forte dépendance vis-à-vis des emprunts à l'étranger, il existe une possibilité de renversement brutal des flux de capitaux ».



Agitation à l'Ouest

La zone euro, ainsi que la majeure partie de l'Europe occidentale, a démarré l'année 2008 sur une note positive, avec une forte croissance par rapport aux normes historiques et l'inflation comme principal sujet de préoccupation.

Mais avec l'effondrement des cours du marché immobilier et la baisse des exportations due au fléchissement de la demande extérieure, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni sont entrés en récession avant la fin de l'année, tandis que l'Espagne et la France sont sur le point d'y entrer. Le rapport *WESP 09* estime que l'économie de l'Islande, pays européen le plus exposé aux capitaux étrangers, a connu un déclin de 3,4 pour cent en 2008 et qu'elle régressera encore de 8,3 pour cent cette année.

En conséquence, les orientations politiques tombent en chute libre.

Dans un effort visant à tempérer les pressions inflationnistes, la BCE a relevé son principal taux directeur au mois de juillet seulement et d'autres pays comme la Norvège et la Suède ont connu un resserrement supplémentaire même plus tard dans l'année.

Cependant, en octobre, alors que la crise financière entrainait dans une phase encore plus périlleuse et que le ralentissement économique devenait apparent, la BCE et les banques centrales anglaise, suisse, suédoise et norvégienne ont baissé leurs taux de façon plus ou moins coordonnée. (La Banque d'Angleterre avait déjà réduit ses taux en février et en avril.)

Le marché de l'emploi, qui jusqu'à récemment était un des bons points de l'UE, a été gâté par des bas niveaux d'emploi pluriannuels. Le chômage devrait encore progresser en 2009, d'après le *WESP 09*.

Le rapport économique annuel de l'ONU prévoit que la croissance dans les pays de la zone euro aura chuté à 1,1 pour cent en 2008, soit moins de la moitié du taux de 2,6 pour cent obtenu en 2007. Selon le scénario de référence, la croissance en 2009 fléchira pour s'établir à moins 0,7 pour cent.

Mais certains économistes de l'ONU préviennent que même ce scénario de taux de croissance quasiment nulle est peut-être trop optimiste.

Il existe une possibilité de nouvelles baisses des prix de l'immobilier et un risque d'effondrement du dollar américain. Une baisse rapide de la valeur du dollar ferait remonter les devises européennes au moins jusqu'à leurs niveaux élevés du milieu de 2008, renchérissant ainsi les prix et excluant de marchés clés de nombreux exportateurs. Ajouter à cela la possibilité que la mauvaise tenue des marchés financiers se prolonge au-delà de la mi-2009, *WESP 09* voit un fléchissement de la production de 1,5 pour cent pour 2009 dans un scénario de crise assez probable.

Europe du Sud-est

Les six économies en transition de la région sud-est se sont bien comportées en 2008, avec une croissance du PIB de 5,2 pour cent en moyenne. Avec une exposition aux risques financiers internationaux moindre que d'autres régions et les nouveaux investissements en capacité de production et en infrastructures en cours, les taux de croissance devraient connaître une baisse modérée en 2009, à 4,5 pour cent dans le scénario de référence.

Les budgets publics dans la majeure partie des États européens du Sud-est sont devenus plus équilibrés ces dernières années, fortifiés par une croissance économique soutenue et des recettes fiscales plus élevées.

Les déficits financiers devraient se creuser avec l'amplification du ralentissement de l'activité économique et les mesures fiscales adoptées en 2009, mais pas de manière suffisante pour sérieusement compromettre la stabilité macroéconomique, estime l'ONU. La combinaison d'une forte demande intérieure et d'une baisse de la demande d'importation des marchés européens voisins accroît également les déficits courants et commerciaux dans le Sud-est. Avec un accès aux sources de fonds soudainement plus difficile, le financement de ces déficits risque de s'avérer délicat en 2009.

Les problèmes sont mondiaux et exigent des solutions mondiales

Le rapport indique qu'un plan de relance massif est nécessaire au plan mondial pour sortir de la récession mondiale. Chaque plan sera moins efficace si chaque pays ne se préoccupe que de sa propre économie. Une action concertée renforcerait les effets multiplicateurs de la relance et est en outre nécessaire pour garantir que l'action financière soit suffisante. Cependant, à l'heure qu'il est, il n'existe aucun mécanisme institutionnel crédible visant à coordonner au plan international les plans de relance ou les politiques monétaires. Un tel mécanisme devra être mis sur pied en même temps que d'autres réformes de fonds.

Ces réformes devront aussi tenter d'apporter une réponse à la faiblesse d'un marché financier mondial centré sur le dollar comme monnaie de réserve. Avec l'endettement net des États-Unis en augmentation constante (près de 2,7 billions USD à la fin de 2008, en hausse par rapport aux 2,5 billions de 2007), un ajustement anarchique des déséquilibres mondiaux et une baisse brutale du dollar demeurent des risques majeurs de perte.

Les économistes de l'ONU recommandent que le FMI et la Banque mondiale assument un rôle de premier plan pour une meilleure coordination des politiques internationales tout en assurant une gouvernance plus équitable, des conseils politiques et des opérations, ainsi qu'une influence et une participation plus importantes des pays émergents et en développement.

Pour les interviews ou pour obtenir de plus amples informations, prendre contact avec la section Développement du Département de l'information publique de l'ONU par l'intermédiaire de Newton Kanhema, +1-212-963-5602, kanhema@un.org ou Tim Wall, +1 212 963 5851, wallt@un.org

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE est publié au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN DESA), la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies (la Commission économique pour l'Afrique (ECA), la Commission économique pour l'Europe (ECE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA)).

WORLD ECONOMIC SITUATION AND PROSPECTS 2009 (SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE 2009) (Sales No.E.07.II.C.2, ISBN 978-92-109158-8) from United Nations Publications, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 États-Unis, tél. 800-253-9646 ou 1-212-963-8302, télécopie 1-212-963-3489 ; e-mail : publications@un.org ; ou Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Genève-10, Confédération helvétique, tél., 41-22-917-2614, télécopie 41-22-917-0027, e-mail : unpubli@unog.ch ; Internet : <http://www.un.org/publications>